

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 126 (1981)
Heft: 2

Artikel: Face à l'Ouest, le défi politique et militaire de l'Union Soviétique
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344363>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Face à l'Ouest, le défi politique et militaire de l'Union Soviétique

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

L'après-guerre a été marqué surtout par l'opposition Est-Ouest et la dyarchie des deux Grands. Mais, avec des relations Nord-Sud croissantes et l'affirmation politique de pays moyens, voire récemment encore sous-développés, le monde semble maintenant évoluer vers un ordre nouveau, multipolaire.

En effet, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne retrouvent un certain rang sur le plan international. Des pays du Tiers-Monde, grâce à l'aide reçue ou par l'exploitation de leurs ressources naturelles importantes, surmontent leur sous-développement et aspirent à jouer un rôle dans l'univers de demain.

En Asie notamment, s'affirment de futures grandes puissances. Déjà le Japon, après son exceptionnelle ascension économique, a acquis un rayonnement politique mondial, qui sera accru encore quand ce pays possédera la puissance militaire à laquelle aspirent ses dirigeants, qu'encouragent les Etats-Unis, mais que n'a pas encore approuvée la population...

C'est surtout la Chine — avec ses immenses richesses naturelles au service d'un milliard de Chinois — qui sera sans doute, à la fin du siècle, un géant politique, économique et militaire, tel que seule une Euramérique bicéphale et solide pourra être son interlocuteur valable.

Mais l'Europe en gestation sera-t-elle capable d'exploiter ses chances de devenir l'associée égale de l'Amérique et de former, avec elle, cet Occident puissant qui s'ébauche dans l'Alliance atlantique? Les Etats-Unis ont tout intérêt à favoriser cette évolution et bien des facteurs militent pour cet ordre multipolaire dans lequel une Euramérique serait appelée à un exceptionnel rôle géopolitique et géostratégique...

Par contre, l'Union soviétique, nation-guide du «Bloc» soumis à son autorité, n'a aucune raison de rallier un monde multipolaire et libéral, dans lequel elle risquerait de perdre son emprise sur l'Est, sa dictature sur le Pacte de Varsovie et le COMECON.

Il est donc indiqué de s'interroger sur la base de cette puissance so-

viétique qui, tout en dominant le « Bloc », fait apparaître l'URSS comme l'égale de « l'autre Grand » qui, à vrai dire, subit plus qu'il ne la désire cette dyarchie qui le lie à Moscou.

Son rang, l'URSS le doit à deux éléments de base :

1. A sa *force politique*, celle du sommet du PC US, qui agit à la fois sur le « Bloc » et sur le « socialisme mondial ».
2. A sa *force militaire*, celle de ses armées qui, tout en garantissant la fidélité des alliés satellites, affirment, face à l'Ouest, la puissance du Pacte de Varsovie.

La force politique du PC US

L'ancienne Russie, elle aussi, pratiquait une réelle dictature sur ses populations. Car déjà se comptaient par millions les non-Russes soumis à l'autorité du tsar, alors que par la race, la religion et leur histoire nationale ils différaient entièrement des Russes proprement dits. Aussi les Baltes et les musulmans, par exemple, auraient échappé sans doute à un régime moins autoritaire.

Certes, le tsar Alexandre II avait tenté d'introduire dans la Russie de son temps un certain libéralisme. Mais sa réforme agraire manquée avait finalement fait l'unanimité contre lui. Son successeur Alexandre III, souverain absolu, avait accentué le mécontentement général. Puis Nicolas II, un faible dont la femme était sous l'emprise de Raspoutine, allait conduire son pays à la ruine. Car, sous son règne, les oppositions, tant politiques que sociales, s'accroissaient.

Pour lui, la guerre 1914-1918 devait être catastrophique. L'armée russe, loin de s'affirmer comme le « rouleau compresseur » sur lequel comptaient les Français et les Britanniques, allait de défaite en défaite, après avoir perdu son valeureux chef, le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, révoqué pour avoir déplu à la cour. Ainsi devenait inévitable la chute du régime, après les brefs gouvernements du comte Lvov et de Kérénski. Et ce fut la prise du pouvoir par Lénine et Trotski...

Puis, en 1918, le traité de Brest-Litovsk allait marquer un long arrêt de la grandeur russe. Car, avec la perte d'une partie sensible de son territoire, la nouvelle Russie subit aussi celle de son rang mondial. A vrai dire, elle n'en affirmait pas moins la prétention d'imposer sa doctrine révolutionnaire à l'Europe. Et d'abord à l'Allemagne, où elle entendait

susciter un soulèvement général. A cet effet, son ambassade de Berlin fournissait des armes et des fonds aux ouvriers allemands, avec le concours de Liebknecht et d'autres, sur qui l'Union soviétique comptait pour déclencher sa révolution mondiale.

Ces efforts ayant échoué finalement, la Russie de Lénine, d'ailleurs confrontée avec des difficultés économiques, se trouvait seule, incapable d'une action notable à l'extérieur. Elle ne put que conclure des accords avec l'Allemagne, pour permettre à celle-ci d'échapper à certaines interdictions du Traité de Versailles. Ainsi fut rendue possible l'expérimentation des chars allemands, à la fameuse «Ecole de Kama», véritable lieu de naissance de l'ultérieure Panzerwaffe...

Mais la Russie soviétique avait bien perdu, et pour longtemps, son rang mondial. Elle ne devait le retrouver qu'avec la guerre de 1939-1945 et grâce à une regrettable défaillance du président Roosevelt. Car ce dernier, ignorant tout des affaires de l'Europe et de l'URSS, se laissa littéralement subjugué par Staline et traita l'Union soviétique comme l'alliée égale de la grande Amérique, Churchill n'assistant aux pourparlers de Yalta que comme second du chef américain.

Cette valorisation de l'URSS était d'autant plus regrettable que non seulement l'Allemagne vaincue, mais aussi la France et la Grande-Bretagne perdaient leur rang dans la tourmente. Ainsi l'Amérique, même après la mort de Roosevelt, allait manquer à la sublime mission qui lui incombait alors en tant que première puissance du monde: réorganiser un univers retourné au chaos. Mais les chefs américains successifs n'étaient aucunement préparés à cette tâche. Ils ne surent pas reconstituer un ordre mondial viable, multipolaire. Ils sous-estimèrent les puissances d'Europe, dont l'expérience eût permis — après la réparation des dégâts subis — de recréer un univers politique valable.

De même, en Extrême-Orient, une politique américaine ferme et souple à la fois eût permis, par un heureux compromis entre les «deux Chineses», d'aboutir à une Asie équilibrée. Ainsi serait né un monde renoué, sous le signe d'une bénéfique «pax americana»...

Au lieu de cet univers meilleur, la défaillance des Etats-Unis ne pouvait que susciter cet ordre actuel contestable, basé sur l'opposition Est-Ouest, bientôt dominée par l'étonnante dyarchie des deux Grands.

En fait, le prétendu «ordre de Yalta» n'est pas né directement de la fameuse rencontre, où peu de décisions définitives avaient été prises

pour les pays de l'Europe centrale. Mais, en considérant Staline comme son égal en tant qu'homme du deuxième front, Roosevelt lui avait involontairement donné la possibilité de tirer profit ultérieurement de l'avance soviétique pour procéder — en dépit des recommandations de Yalta sur la libre expression de la volonté des pays concernés — à ces dictatures d'où allait naître l'actuel Bloc de l'Est.

Puis, dans l'après-guerre immédiat, ayant sensiblement accru son potentiel militaire, alors que les forces américaines avaient été largement démobilisées, le chef soviétique allait mettre sur pied cette immense organisation du monde de l'Est, finalement groupée dans le Pacte de Varsovie et le COMECON. Or, comme au sommet de la puissance on ne discute en général qu'entre égaux, l'opposition Est-Ouest et les relations entre les deux mondes ont été vite dominées par cette dyarchie que l'Amérique supporte à contre-cœur. Car, dans ce dialogue, elle est toujours à la merci de la bonne — ou mauvaise — volonté de l'URSS. Mais la force de cette association contre nature, apparue la première fois avec éclat lors de l'incident de Cuba de 1962, est incontestable.

Certes, bien des hommes politiques ont tenté de mettre fin à cette direction bicéphale du monde. Le président Kennedy, alors en avance sur son temps, avait suggéré une sorte d'Euramérique pour laquelle l'Occident en cause n'était pas encore mûr. Pour sa part, le « conseiller » Kissinger, grand admirateur de Metternich, avait imaginé ensuite une nouvelle « pentarchie » groupant, outre les deux Grands actuels, leurs potentiels futurs égaux : une certaine Europe, le Japon et la Chine. Mais, à l'époque, aucun des trois possibles nouveaux candidats à cette suprême direction géopolitique ne représentait une puissance suffisante pour l'association envisagée.

Et pourtant l'Europe entrevue par l'homme politique américain naît actuellement dans les douleurs de l'enfantement. Déjà elle a son Parlement, qui tend à l'expression d'une certaine volonté de puissance européenne. Le Japon, pour sa part, s'affirme comme une grande puissance politique et économique et il tend vers un certain rang militaire, d'autant plus que la présence navale soviétique l'incite à retrouver une force de défense ajustée au défi du moment.

Enfin, la Chine entame une réelle marche vers la puissance, comme en témoignent les accords signés avec le Japon, l'Amérique et des Etats européens. Certes, son ascension est lente et ce pays ne s'affirmera sans

doute que vers la fin du siècle comme nouveau Grand politique, économique et militaire.

Quoi qu'il en soit, les évolutions en cours indiquent nettement la marche du monde vers un ordre multipolaire, auquel l'Amérique et ses alliés ont tout intérêt à apporter leur concours. Par contre, l'URSS ne peut que réagir contre cette tendance en somme libérale, donc susceptible de remettre en cause sa dictature, dont il convient de bien noter l'emprise, à l'intérieur et à l'extérieur du territoire soviétique.

— *Sur le plan intérieur, l'URSS est asservie à une oligarchie au sommet du PC US.* L'article 141 de sa Constitution donne à ce sommet le droit de désigner les candidats aux divers niveaux de la hiérarchie du Parti. Ce dernier culmine dans le *Comité central*, plus exactement dans l'émanation de ce dernier qu'est le *Politburo*, faîte également du communisme mondial.

Cette direction du Parti est seule capable de maintenir le régime soviétique à l'intérieur de l'URSS. Recrutée essentiellement parmi les Russes, elle seule peut maintenir l'actuelle dictature sur un pays où, sur 260 millions de Soviétiques, 130 millions sont des non-Russes. A vrai dire, la masse des citoyens soviétiques est encore assez amorphe et la dissidence se recrute surtout dans cette élite que constituent notamment, parmi les 13 millions d'anciens élèves de l'enseignement officiel, les 7 millions de diplômés des universités ou grandes écoles. Ce sont les écrits de ces contestataires que diffuse la littérature Samizdat en URSS et que publient les éditeurs occidentaux à l'extérieur.

C'est contre ces opposants au régime qu'agissent et que sévissent les autorités. Celles-ci sont aux ordres des dirigeants du moment, c'est-à-dire essentiellement de cette quinzaine d'hommes du Politburo, issus des membres du Comité central. Mais la plupart de ces «chefs» sont âgés, souvent de plus de 74 ans. Et la santé de M. Brejnev, né en 1906, fait circuler des rumeurs sur la succession éventuelle de ce vieillard.

Mais c'est l'autorité de ces hommes qui empêche cet «éclatement» menaçant, si bien décrit par Hélène Carrère d'Encausse, dans «L'Empire éclaté» (Flammarion, 1978). Notons aussi que dans le Comité figurent environ 20 militaires, pour qui la nationalité russe n'est pas obligatoire. Mais 80% des cadres des armées soviétiques sont membres du Parti et 100% des généraux. En somme, il est impossible que se cons-

tituent en URSS des groupes de pression comparables à ceux des parlements occidentaux.

Mais, dictatoriale à l'intérieur, sans opposition officielle possible, comment s'exerce l'action de la direction soviétique dans le « Bloc » et dans le monde ?

— *Sur le plan mondial, l'URSS, donc le PC US, poursuit et dépasse largement l'ancien impérialisme des tsars.* Le contexte n'est toutefois plus le même.

En effet, si les chefs actuels visent, comme les anciens monarques, par exemple, à l'accès aux mers chaudes, le monde d'après 1945 n'est plus, comme celui du siècle dernier, multipolaire. Dans l'immédiat, malgré la mutation amorcée, il est encore bipolaire. C'est cet ordre favorable à l'URSS que les hommes de Moscou voudraient maintenir à tout prix.

L'action de l'URSS est double. D'abord elle consiste dans la diplomatie, traditionnelle, c'est-à-dire dans les relations classiques entre Etats. Mais elle se traduit aussi par l'emprise sur le « socialisme mondial », et par le soutien apporté à tant de mouvements nationalistes ou révolutionnaires, notamment en Afrique et au Proche-Orient. Ainsi s'explique cette pénétration soviétique, par pays ou organisations interposés.

L'action de l'idéologie soviétique a d'abord abouti à la dictature du PC US sur le Bloc de l'Est. La Tchécoslovaquie avait bien récupéré, lors de sa libération, une direction nationale. Bientôt, le premier « coup de Prague » la soumit à l'autorité de Moscou. Seule la Yougoslavie a su rester indépendante, rejointe finalement par l'Albanie, successivement détachée de l'URSS et de la Chine.

Il n'en reste pas moins qu'avec les autres pays de l'Est, Moscou a pu mettre sur pied ses deux directoires : le Pacte de Varsovie et le COMECON. Cette mainmise a été rendue possible par l'existence d'une immense force militaire soviétique, intervenue à Budapest et à Prague. Et c'est elle que renforcent encore les armées satellites, face à l'Occident de l'Alliance atlantique.

Ainsi regroupé, le monde de l'Est est dominé par une autorité justifiée par la « doctrine Brejnev », qui règle arbitrairement les relations entre l'URSS et ses satellites. En fait, dès 1920, le congrès du Komintern avait prôné une lutte internationale en fonction du « mouvement prolétarien

général», donc soviétique. Et celui de 1925 avait reconnu «une portée générale internationale» au «modèle russe».

C'est cette notion de modèle unique que devait remettre en cause le «Printemps de Prague» de 1968. Car, selon Cisar, le léninisme n'était «qu'une des interprétations du marxisme», les Tchèques entendant pratiquer leur propre doctrine, une réforme libérale d'une certaine tolérance, une liberté d'opinion prenant ses distances vis-à-vis de Moscou. Et cette opposition tchèque émanait tant des «économistes» que des «philosophes» politiques...

C'était là une sorte de renaissance du conflit qui, en 1945, avait dressé Tito contre Staline. A vrai dire, pour ménager le chef yougoslave, Khrouchtchev avait, par la suite, inventé le terme de «coexistence pacifique», strictement tactique — dans le sens soviétique du mot — et valable seulement pour les relations extérieures de l'URSS, l'hégémonie de celle-ci restant entière dans le «Bloc». Dans la «Pravda» du 22 novembre 1957, Brejnev, une première fois, définissait sa future doctrine en trois points: le monopole du PC dans la dictature du prolétariat; l'alliance générale des travailleurs; la garantie du maintien des conquêtes socialistes dans l'ensemble du monde.

En somme, au nom de l'union des prolétaires de tous les pays, les dirigeants du PC US étaient appelés à assurer, dans l'univers entier, l'unité du mouvement, sous la direction de Moscou, devenue la Mecque du communisme mondial.

Le «Printemps de Prague» portant atteinte à cette unité, le V^e Congrès du PC polonais du 12 décembre 1968 allait permettre la définition officielle de la «doctrine Brejnev» par son chef, en trois points:

1. *La subordination des pays frères à la communauté socialiste, qu'ils ne sont donc pas libres de quitter.*

2. *La soumission du droit international à l'impératif de la lutte des classes.*

3. *La responsabilité de chaque pays devant les pays frères, pour sa politique nationale.*

Bref, la suprématie des dirigeants soviétiques — incarnation du socialisme mondial — est la grande loi à l'Est. Mais, pour l'URSS, cette loi n'empêche nullement la coexistence pacifique hors du «Bloc». Elle est donc entièrement libre dans sa politique extérieure, sans avoir à en rendre compte. D'où, par exemple, la coopération avec Nasser et Indira

Ghandi, nullement communistes. Par contre, les alliés de l'URSS ne jouissent pas d'une telle liberté pour leurs relations extérieures. Car la moindre infraction à la «doctrine Brejnev» leur vaudrait, comme à Prague en 1968, l'intervention des pays frères à titre d'«aide fraternelle»...

Cette intervention serait celle des forces armées, base de la puissance soviétique tant dans le «Bloc» que sur le plan extérieur. Mais quel est ce potentiel militaire actuel de l'URSS et du «Bloc», notamment sur le front de contact entre Est et Ouest?

La force militaire du «Bloc» soviétique

Dans notre article «La grandeur militaire soviétique» — paru dans la «Revue Militaire Suisse» de février 1979 — nous avons décrit les forces armées du Pacte de Varsovie. Le lecteur aura donc intérêt à se reporter à cet exposé, établi essentiellement à l'aide des statistiques de la «Military Balance 1978-1979», de l'Institut d'Etudes Stratégiques de Londres. Les tableaux présentés devront cependant être mis à jour, compte tenu de la «Military Balance 1980-1981», dont les données permettent les rectifications suivantes :

a) Effectifs disponibles

L'URSS, d'après les derniers renseignements, compte actuellement 3 658 000 hommes sous les armes, chiffre en légère augmentation sur 1979. A ces forces s'ajoutent celles des armées satellites, soit 1 105 000 militaires supplémentaires, d'où un effectif total de 4 763 000 hommes pour le Pacte de Varsovie.

b) Répartition des forces du théâtre européen

1. Nombre de divisions:

<i>Fronts Centre et Nord</i>		<i>Front Sud</i>	
OTAN	EST	OTAN	EST
27	46	44	21
	(26 soviétiques)		(4 soviétiques)

2. Nombre de chars:

<i>Fronts Centre et Nord</i>		<i>Front Sud</i>	
OTAN	EST	OTAN	EST
7000	19 500	4000	6700
	(12 500 soviétiques)		(2500 soviétiques)

3. Nombre d'avions tactiques:

<i>Fronts Centre et Nord</i>		<i>Front Sud</i>	
OTAN	EST	OTAN	EST
2251	3950	920	1525
	(2230 soviétiques)		(595 soviétiques)

4. Renforts probables en divisions:

D'après la « Military Balance 1979-1980 » ils seraient, appréciés en unités de valeur divisionnaire, les suivants:

OTAN	EST
52 $\frac{1}{3}$	113 $\frac{2}{3}$

c) Forces nucléaires

Le rapport des **forces stratégiques** USA-URSS serait, d'après l'Institut d'Etudes Stratégiques de Londres, le suivant:

<i>USA</i>	<i>URSS</i>
2048 vecteurs, mais 7300 têtes nucléaires	2557 vecteurs, mais seulement 6000 têtes nucléaires (bientôt 7500?)

Ces moyens se répartissent dans les catégories suivantes:

USA	URSS
Marine: 656 missiles sur 41 sous-marins	1003 missiles sur 87 sous-marins
Missiles intercontinentaux: 1054	1398 ICBM - 710 IRBM et MRBM
Aviation: 338 bombardiers à grande portée	156 bombardiers à grande portée

A ces moyens stratégiques s'ajoutent les armes tactiques. En outre, l'OTAN serait éventuellement renforcée par les forces nucléaires françaises (80 engins sur 5 sous-marins lanceurs d'engins, les 18 missiles du plateau d'Albion, les 30 missiles Pluton et les 34 avions Mirage IV).

Quant à la Grande-Bretagne, dont l'arsenal atomique complète en fait celui des Etats-Unis, elle dispose de 64 Polaris sur 4 SNLE.

Mais l'URSS et le Bloc de l'Est ont nettement amélioré, depuis quelques années, leurs forces classiques et nucléaires. En particulier, la présence récente des missiles SS-20 (160 engins) et de 145 avions Backfire a suscité la décision atlantique de l'implantation, sur le front d'Europe, à titre d'armes eurostratégiques, de 108 Pershing II et de 464 missiles de croisière GLCM. Mais ces dotations ne seront réalisées que dans quelques années. Dans l'immédiat, l'Est conserve donc l'avance réalisée.

Toutefois il faut signaler que l'Amérique a déjà augmenté ses effectifs en combattants, par prélèvement sur les formations logistiques largement dotées en personnel. Ainsi une brigade supplémentaire a pu être introduite sur le front européen. Par ailleurs, les Alliés ont, dans l'ensemble, sur invitation du président Carter, accru leurs budgets militaires de 3% par an, la France ayant prévu pour 1981 une augmentation de près de 18% pour ses crédits de défense. Quant à l'Amérique, elle consacre désormais un grand effort à ses armées. Pour ses forces nucléaires stratégiques elle prévoit une amélioration et modernisation de ses sous-marins ex-Polaris, la construction de sous-marins Trident, la dotation des bombardiers B 52 en missiles de croisière et le début des travaux pour les engins mobiles MX. Pour les forces classiques, un accroissement de la puissance et de la mobilité des unités blindées sera poursuivi et 1700 nouveaux avions seront acquis dans les cinq prochaines années. La force d'intervention sera pourvue d'une flotte de navires-magasins et même un « avion-cargo » sera construit. Enfin, pour la marine, le nombre de bâtiments à construire est porté à 95 pour les cinq ans prochains et la priorité portera sur les navires antiaériens lance-missiles.

En somme, le potentiel militaire de l'Alliance va s'améliorer sensiblement, mais les résultats escomptés ne seront vraiment atteints que vers 1985. C'est donc à juste titre que le général Haig, avant de quitter son commandement des forces alliées d'Europe, a déclaré que les prochaines années seront « difficiles » pour l'Occident de la Défense.

* * *

La dictature qui pèse sur l'URSS et son «Bloc» est bien le fait du PC US qui, à la tête du «socialisme mondial», entend dicter sa loi à l'univers entier. C'est cette force omniprésente qui, stimulant des mouvements révolutionnaires ou nationalistes, a rendu possibles les successives progressions de l'influence soviétique en Afrique et au Proche-Orient.

Et pourtant il a suffi, au Zaïre, d'une intervention française mineure bien décidée pour bloquer l'entreprise que tentait l'URSS par «Katan-gais» interposés. Mais voici que la première agression des forces soviétiques à l'extérieur se heurte à une résistance afghane, qui stimule la vigilance occidentale, tout en suscitant dans le monde une immense réprobation de l'attaque russe. Mais les réactions probables seront-elles, compte tenu de certaines faiblesses du Bloc de l'Est, suffisantes pour neutraliser vraiment l'action directe et indirecte des actuels maîtres du Kremlin?

F.-Th. S.

Toute violence qui se moque des sentiments humains comme d'une faiblesse possède une force extrême.

STEFAN ZWEIG